



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

roms

Question au Gouvernement n° 846

Texte de la question

## IMMIGRATION DES ROMS

### EN PROVENANCE DE ROUMANIE ET DE BULGARIE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lellouche. Ma question s'adressait au Premier ministre avant son départ quelque peu précipité... Enfin, il nous reste M. Cazeneuve, ses oeufs et ses volailles. *(Applaudissements et sourires sur de nombreux bancs du groupe UMP. - Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Depuis l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne en 2007, la France connaît une immigration de roms qui prend des proportions proprement intolérables, et d'abord pour ces personnes elles-mêmes : des familles entières, des villages entiers, fuient leur pays d'origine où ils sont traités dans des conditions indignes, pour s'installer dans des conditions très difficiles sur notre sol ; sans travail, sans logement, ils sont aujourd'hui pas moins de 30 000 à être ballottés d'un camp à l'autre, parfois dans des conditions tragiques, on l'a vu cette semaine avec la mort de deux femmes et d'un enfant. Mais c'est intolérable aussi parce que ces familles, y compris souvent les plus jeunes, sont prises en main par des groupes mafieux qui gagnent des centaines de millions d'euros en exploitant les enfants, qui sont prostitués dans les gares parisiennes, volent devant les distributeurs de billets, détroussent les Français, lesquels n'en peuvent plus, et bien sûr les touristes ! Face à tout cela, notre droit est apparemment impuissant puisqu'il s'agit de citoyens européens, et donc de la liberté de circulation, que le droit de séjour de trois mois n'est pas contrôlé et que, bien sûr, les mineurs ne sont pas sanctionnés. Bref, la République est désarmée.

Mais je veux dire ici que la cause principale de tout cela, monsieur le ministre de l'intérieur, tient aux pays qui exportent ces malheureux, c'est-à-dire à la Roumanie et à la Bulgarie, qui touchent, tenez-vous bien, mes chers collègues, 20 milliards d'euros provenant des contribuables européens pour gérer l'intégration de ces populations !

Monsieur le ministre, que compte faire le Gouvernement pour mettre fin à l'incurie de la Commission alors que Mme Redding donne des leçons de morale ? Que compte-t-il faire pour mettre fin au comportement d'un État voyou qui prend l'argent du contribuable européen et nous exporte ses miséreux ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Philippe Gomes. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, avant de vous répondre, laissez-moi marquer mon étonnement qu'un représentant du Parlement de la République s'en prenne à la Commission et traite d'État voyou un État membre de l'Union européenne. Je trouve cela sidérant de la part d'un ancien secrétaire d'État aux affaires européennes ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* En plus, vous venez nous donner ici des leçons concernant l'Europe, ce qui est tout de même assez étonnant.

Le dossier rom, comme bien d'autres, nous l'avons trouvé parce que vous et votre gouvernement n'aviez pas réussi à le résoudre *(Protestations sur de nombreux bancs du groupe UMP)* malgré des discours stigmatisants à l'égard de cette population. Il faut traiter ce dossier avec beaucoup de pragmatisme, de réalisme, en conjuguant à la fois le respect des personnes et la fermeté : évacuation de campements où les conditions sanitaires ou de

sécurité, vous l'avez rappelé, sont intolérables ; reconduite à la frontière ; lutte contre le crime organisé. Sur ce dernier point, vous avez raison : l'exploitation des êtres humains est tout à fait insupportable. De ce point de vue, la coopération avec la police roumaine, à Paris, a été renforcée, elle produit des effets, il faut aller dans ce sens.

M. Pierre Lellouche. Rien n'a été mis en place !

M. Manuel Valls, *ministre*. Nous avons supprimé l'aide au retour parce qu'elle avait malheureusement des effets pervers : faire venir ces populations dans des conditions très difficiles.

Et puis nous avons un dialogue et avec les autorités roumaines, et avec la Commission parce que c'est à ce niveau qu'il faut trouver des solutions.

Plusieurs députés du groupe UMP. Lesquelles ?

M. Manuel Valls, *ministre*. Ce dossier prendra du temps. Il nécessite l'implication de tous, y compris des collectivités territoriales, et beaucoup de fermeté. Croyez-moi : vous vous en tenez au discours alors que votre bilan est calamiteux et que vous n'êtes pas crédible au niveau européen ; nous, nous agissons.

*(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP. - Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Lellouche](#)

**Circonscription :** Paris (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 846

**Rubrique :** Étrangers

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [16 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 mai 2013](#)